



la diversité en genre et en nombre

Paris, le 7 janvier 2014

## COMMUNIQUE DE PRESSE

### SONDAGE MUNICIPALES 2014

#### LES ÉLUS LOCAUX DE LA DIVERSITE : DES ÉLUS (PRESQUE) COMME LES AUTRES !

Les conseils municipaux, 1<sup>er</sup> échelon démocratique pour participer à la décision et à l'action publique, par leur proximité au terrain et **le potentiel important** d'élus constituent une base d'observation pertinente de l'intégration de tous les segments de la population dans la vie politique, **tout particulièrement celui originaire de l'immigration extra-européenne**.

Les élections municipales de 2008 avaient vu l'émergence d'élus issus de la diversité multiculturelle et leur contribution, de fait, au « métissage » des scènes politiques locales.

**Leur nombre avait doublé entre 2001 et 2008** (source étude Haut Conseil à l'Intégration 2008), même si en proportion, ce chiffre est encore bas pour des raisons qui tiennent, entre autres, au décalage entre les profils sociodémographiques de ce segment de la population et celui des élus composant les conseils municipaux (*différences profils âge, activité et CSP principalement...*).

L'élaboration des listes, travail déjà largement entamé par les majorités sortantes et les oppositions locales, constitue un exercice difficile pour tenir compte de la structure de la population (*sensibilité politique, sexe, âge, quartier, catégorie sociale...*) avec **un paramètre additionnel lié à la dimension multiculturelle qui va compter plus que par le passé**.

Solis, cabinet spécialisé dans les études marketing et d'opinion, **publie les résultats d'un sondage inédit** (cf. fiche technique au bas de la page 3), **réalisé auprès des élus franciliens issus de l'immigration extra-européenne** (Asie, Afrique subsaharienne, Maghreb) **et des DOM**.

A travers cette enquête, 5 axes ont été explorés :

- **Profil des élus** (*âge, activité, conseiller municipal sans délégation / avec délégation, adjoint / rang, domaine d'intervention, engagement politique / associatif, raisons de son engagement...*);
- **Perception de la représentation de la diversité sur la scène politique** (*au niveau du gouvernement, au niveau de sa commune, sa propre représentation*);
- **Opinion sur des sujets politiques d'actualité** (*cumul des mandats, vote des étrangers, montée du racisme, primaires socialistes à Marseille...*);
- **Bilan de la mandature** (*degré de préparation pour accomplir son mandat, suggestions pour accompagner les nouveaux élus, intérêt pour le domaine dont il a eu la charge, perception de l'utilité de son engagement, opinion sur l'implication politique des jeunes des quartiers populaires, axes de travail prioritaires sur leurs communes pour la prochaine mandature...*);
- **Perspectives politiques personnelles** (*intérêt pour un nouveau mandat, volonté de s'engager davantage sur la scène politique locale / régionale / nationale*).

### Principaux résultats

#### **① Un profil dominé par les quadras, actifs, pour la plupart diplômés de l'enseignement supérieur et appartenant à la 2<sup>ème</sup> génération**

Né en France ou arrivé très jeune, âgé en moyenne de 45 ans, une dominante masculine (58%), titulaire d'un diplôme du 2<sup>ème</sup> ou 3<sup>ème</sup> cycle du supérieur, cadre, fonctionnaire ou chef d'entreprise, l' élu local type tranche généralement avec le profil de ses parents, ouvriers ou employés le plus souvent.

## **② Des élus investis dans leur fonction électorale, actifs dans le domaine associatif et pour certains engagés dans un parti politique plutôt de gauche**

Bien que pour la plupart d'entre eux, il s'agit de leur premier mandat électif, ils sont plus de 37% à exercer des responsabilités au sein de leur conseil municipal, en tant qu'adjoint au maire ou conseiller délégué. En ce qui concerne le domaine dont ils ont la charge, 89% déclarent qu'il correspond à leurs compétences ou à leurs centres d'intérêt.

Passerelles ou tremplins sans doute à leur engagement politique local, **une proportion importante d'entre eux sont membre actifs d'au moins une association (72%)** œuvrant dans des domaines variés (*solidarité, arts et culture, sport ou éducation*) mais également **sympathisants ou membres d'un parti politique pour 74% d'entre eux.**

Leur engagement politique local est motivé, en premier lieu, pour :

- 34% d'entre eux, participer à l'essor de leur ville ;
- 25%, faire avancer des idées politiques ;
- 25%, faire entendre les besoins des habitants de leur ville.

En revanche, ils sont une minorité à citer, en tête de leurs motivations : leur volonté de faire entendre les besoins d'une génération (6%), d'un quartier (5%) ou de la communauté issue de l'immigration (4%).

## **③ Des « élus comme les autres » loin des clichés communautaristes**

**59% se définissent comme des « élus comme les autres »** et 33% se déclarent comme des « élus différents des autres », se qualifiant même à ce titre pour ne citer que quelques exemples comme « élu de terrain », « élu actif », « élu représentatif de sa ville », « élu humaniste » ou « élu multiculturel ». Seulement 8% d'entre eux se déclarent comme des « élus issus de l'immigration ».

Concernant **la composition du gouvernement actuel, ils sont 73% à estimer qu'il reflète mal la diversité multiculturelle du pays.** Cette vision est probablement biaisée par le déficit de notoriété de certains membres du gouvernement et « l'effet loupe » de l'Île-de-France, région d'accueil traditionnel de l'immigration qui en fait un des territoires les plus « métissés » de l'hexagone. **Par contre au niveau local, le jugement s'inverse avec 60% d'élus qui déclarent que leur conseil municipal reflète bien la diversité multiculturelle de leur commune.**

## **④ Une parole raciste qui s'est « libérée » au cours des 5 dernières années et dont une part importante d'entre eux s'en déclare victime**

Ils sont **74% à juger que les propos à caractère raciste, quels que soient le lieu (Internet, médias, espace public), ont augmenté** au cours des 5 dernières années, chiffre sans doute amplifié par la période de réalisation du sondage en plein « feu médiatique » à la suite des attaques contre Christiane Taubira.

Plus significatif, **47% déclarent avoir été victime, en tant qu'élus, de propos racistes** au cours de ces 5 dernières années. Ces propos provenant de sources multiples, ont été tenus soit :

- par des habitants de leur commune (51%) ;
- par des élus de leur propre conseil municipal (40%) ;
- par des personnes de leur propre entourage politique (34%) ;
- par d'autres voies (12%), lettre anonyme par exemple.

De fait, les récentes controverses à caractère raciste exposant de nombreuses personnalités politiques nationales sont **l'expression symptomatique d'un mal plus profond**, touchant également les élus de la base.

### **5 Les questions politiques sur le cumul des mandats ou le vote des étrangers clivent les élus en fonction de leur nuance politique**

Le clivage entre la gauche et la droite apparait clairement sur les questions politiques comme le cumul des mandats ou le vote des étrangers.

**74% des élus sur une liste de nuance gauche** se déclarent **opposés au cumul** d'un mandat électif national et un mandat de maire, contre **56% des élus sur une liste de nuance droite**.

De même **pour le vote des étrangers aux élections locales, ils sont 84% des militants ou sympathisants de gauche à y être favorable** contre **53% de ceux de droite**.

### **6 La plupart des élus de 2008 seront sur les rangs pour les municipales 2014**

Une forte proportion (77%) envisage de se présenter à nouveau pour un mandat électif aux élections municipales de 2014. **Parmi eux, 14% déclarent qu'ils conduiront leur propre liste** et 52% souhaitent figurer dans les premières positions des listes et briguer un poste d'adjoint au maire.

Sous réserve des discussions avec les instances des partis politiques dont ils sont adhérents, **les plus impliqués n'excluent pas d'étendre leurs ambitions politiques à d'autres territoires** en se présentant aux élections des conseils d'agglomérations (30%), aux cantonales (14%), aux régionales (16%), aux législatives (11%) et enfin aux européennes (9%).

### **Principales conclusions**

A l'évidence, **les listes des prochaines municipales** seront constituées, dans un certain nombre de communes, en tenant compte entre autres des **dimensions socio-culturelles et seront scrutées**, à n'en pas douter, attentivement par les **électeurs qui se prononcent généralement, en grande partie, en fonction de considérations locales**.

En toile de fond, **ce scrutin se déroulera dans un contexte social, politique et économique, de fait, favorable aux arguments développés par certains partis, le Front National notamment** selon certains observateurs.

En corollaire, il est très probable que des élus issus de la diversité, dans certaines communes, légitimés par une 1<sup>ère</sup> expérience, soient tentés de conduire leur propre liste pour peser dans le débat local.

Compte tenu, notamment de la mécanique des évolutions démographiques, le nombre de ces élus devrait s'accroître significativement dans les villes composant les grandes agglomérations urbaines des régions Île-de-France, PACA et Rhône-Alpes.

Contact : Abbas BENDALI 01 55 37 96 00 / 06 22 07 77 05 / [a.bendali@solisfrance.com](mailto:a.bendali@solisfrance.com)

#### **Fiche méthodologique étude élus locaux franciliens**

223 élus locaux (*conseillers municipaux et adjoints au maire sur un peu plus d'un millier que compte l'Île-de-France*) de 92 communes de l'Île-de-France, issus de l'immigration extra-européenne (*Afrique, Maghreb et Asie*) ou des DOM.

Les interviews se sont déroulées au téléphone entre le 18 novembre et le 3 décembre 2013.

L'échantillon a été recruté sur des quotas de sexe, de nuance politique et de département sur la base des statistiques produites à partir de l'analyse des listes d'élus locaux par le HCI (*Haut Conseil à l'Intégration*) en 2008.

L'étude a été conduite par le cabinet Solis en partenariat avec le magazine Le Courrier de l'Atlas et la fondation Open Society.